

COMMUNICATIONS OFFICIELLES

Les membres du personnel sont censés avoir pris connaissance des communications officielles ci-après.

La reproduction même partielle de ces informations par des personnes ou des institutions externes à l'Organisation exige l'approbation préalable de la Direction du CERN.

OFFICIAL NEWS

Members of the personnel shall be deemed to have taken note of the news under this heading.

Reproduction of all or part of this information by persons or institutions external to the Organization requires the prior approval of the CERN management.

COMITES DE CONCERTATION PERMANENT

A la réunion du Comité de concertation permanent du **31 janvier 1990** les questions suivantes ont été discutées :

Planification des effectifs

G. Vianès a annoncé que la composition et le mandat du groupe de travail créé pour étudier cette question doivent être discutés prochainement par le Directoire. Il devrait être plus facile de progresser dans ce domaine maintenant que la restructuration entreprise l'année précédente est terminée.

Carrières et rémunérations

G. Michel a indiqué que le groupe de travail chargé de ce sujet s'est réuni pour la première fois en janvier pour étudier ces questions, avec le concours de consultants extérieurs.

Examen du personnel et des postes de 1990

G. Michel a annoncé que l'examen avait commencé en novembre dernier, selon des méthodes semblables à celles de l'année précédente. Les cas des personnes concernées par la récente restructuration sont examinés en commun par la hiérarchie précédente et par la nouvelle.

Détachements et mises à disposition

L'Association du personnel a considéré qu'il serait préférable, pour des raisons pratiques et opérationnelles, que ces personnes reçoivent le statut de titulaire, même si leur employeur national leur accorde un appui financier.

Contrats de durée indéterminée

Vu le grand nombre de candidats dont le cas doit être examiné, il a été indiqué que la priorité serait donnée cette année à ceux comptant cinq années, ou plus, de service, et à quelques cas exceptionnels.

Rapport de la Commission paritaire de formation et de perfectionnement

Ce rapport a été approuvé par le Comité de management en décembre dernier et des dispositions sont maintenant prises en vue de la mise en oeuvre de ses recommandations.

STANDING CONCERTATION COMMITTEES

At the meeting of the Standing Concertation Committee on **31 January 1990**, the following topics were discussed :

Manpower planning

G. Vianès reported that the composition and mandate for the working group set up to study this question was to be discussed by the Directorate shortly. It should be easier to progress in this area now that the restructuring exercise of last year has been accomplished.

Careers and remuneration

G. Michel reported that the working group examining this subject had met for the first time in January to study these questions, with the assistance of external consultants.

Staff Review 1990

G. Michel stated the review had started last November, following similar practices as in the previous year. Cases concerning persons affected by the recent restructuring were being examined jointly by the previous and the new hierarchy.

Detachments and secondments

The Staff Association considered that it would be preferable if such persons were given the status of staff members, for practical and operational reasons, even if their home employer granted financial support.

Indefinite appointments

In view of the large number of candidates to be considered, it was stated that priority would be given this year to those having five years' service or more, and to a few exceptional cases.

Report of the Joint Training Board

This was endorsed by the Management Board last December, and arrangements are now being made for the implementation of the recommendations.

Five-yearly salary review

An up-dated version including the 1989 information for the comparisons with the reference

Examen quinquennal des traitements

Une version mise à jour avec les données de 1989 du document donnant les comparaisons avec les organismes de référence a été approuvée. Elle montre que l'écart entre les traitements de ces organismes et ceux du CERN a grandi. G. Vianès a indiqué que le Directoire examine actuellement différentes options pour les propositions à présenter à la réunion des 5 et 6 mars du Comité consultatif tripartite sur les conditions de l'emploi. Une réunion spéciale du Comité sera organisée pour discuter les propositions de la Direction.

Abus d'alcool

Le Comité a discuté un projet de brochure élaboré par un sous-groupe.

Conditions offertes aux clients de la banque SBS

Les représentants de l'Association du personnel ont attiré l'attention sur le fait que les promesses de conditions avantageuses faites par la banque n'ont pas été tenues et G. Vianès s'est engagé à saisir de cette question le Président de la Direction de la SBS qu'il rencontrera prochainement.

A la réunion du Comité de concertation permanent du **27 février 1990** les questions suivantes ont été discutées:

Planification des effectifs

G. Michel a rapporté que la composition et le mandat du groupe de travail, une fois approuvés, seraient annoncés au Comité de Concertation permanent et au Comité de Management

Carrières et Rémunérations

G. Michel a rendu compte des progrès accomplis par le groupe de travail chargé d'examiner cette question et il a indiqué que ce groupe espérait être en mesure de soumettre avant le milieu de l'année des propositions sur la planification des carrières.

Rajeunissement

G. Michel a indiqué que la Direction préparait actuellement différentes statistiques demandées par les délégués des Etats membres pour la prochaine réunion du 27 mars 1990. Il s'est engagé à demander au Directeur général s'il accepterait que ces informations soient données aux membres du Comité de Concertation permanent, comme ceux-ci l'ont demandé.

Examen du personnel et des postes de 1990

G. Michel a indiqué qu'à la demande de l'Association du Personnel, une communication concernant les modalités de l'examen de cette année seront publiées prochainement dans le Bulletin hebdomadaire. En ce qui concerne le STAC, le Comité de Concertation permanent a convenu de recommander au Directeur général que ce Comité soit rétabli dès cette année et que toutes les modifications qui seraient proposées quant à ses méthodes de travail soient soumises à l'avis du CCP.

organizations was approved. It shows that the margins between their salaries and those of CERN widened in 1989. G. Vianès stated that various options are being discussed by the Directorate concerning the proposals to be presented at the meeting of the Tripartite Advisory Committee on Conditions of Employment on 5 and 6 March. A special session of the Committee will be arranged to discuss the proposals of the Management.

Alcohol abuse

The Committee discussed a draft brochure prepared by a sub-group.

Conditions offered to SBS Bank clients

The Staff Association representatives drew attention to the fact that the advantageous conditions expected from the bank had not materialised, and G. Vianès undertook to raise this matter with an SBS Director whom he is meeting shortly.

At the meeting of the Standing Concertation Committee on **27 February 1990**, the following topics were discussed :

Manpower planning

G. Michel reported that the composition and mandate of the working group, once approved, would be announced to the Standing Concertation Committee and the Management Board.

Careers and Remuneration

G. Michel reported the progress of the working group examining this subject and said that they hoped to be in a position to make proposals concerning career planning before the middle of the year.

Rejuvenation

G. Michel said that the Management was preparing various statistics requested by the Member State delegates for the next meeting on 27 March 1990. He undertook to check with the Director-general if he would agree to the information being given to the members of the Standing Concertation Committee as requested by them.

Staff Review 1990

G. Michel stated that, at the request of the Staff Association, an announcement concerning the procedures being used this year would be published in the Weekly Bulletin shortly. As far as STAC was concerned, the Standing Concertation Committee agreed to recommend to the Director-General that the Committee should be reinstated already this year, and that any proposed changes to its working procedures should be submitted to the Standing Concertation Committee for comments.

Détachements et mises à disposition

G. Michel a décrit la situation actuelle en ce qui concerne les nominations dans ce cadre et il a indiqué que le Chef du Service juridique était actuellement consulté au sujet de la situation de ces personnes, comme l'avaient demandé les délégués de l'Association du Personnel.

Contrats de durée indéterminée

Il a été précisé qu'il était demandé à l'Administration de préparer des propositions sur le calendrier de l'examen de 1990.

Abus d'alcool

Le Comité a discuté la question de savoir si la consommation d'alcool sur le lieu de travail devrait être formellement interdite. M. Borghini et G. Michel s'efforceront de parvenir, avant la prochaine réunion, à un accord sur un texte pour la brochure qui corresponde à la fois aux vues de la Direction et à celles de l'Association du Personnel.

Services de secours et du Feu

Le Comité a été informé des problèmes posés par la forte réduction des effectifs des équipes en roulement en raison de longue maladie et de départs en retraite. Ce problème sera discuté avec le Directeur pour les Tâches administratives et techniques, le Chef de la Commission TIS et le président du SAPOCO.

Préparation de la prochaine réunion de TRACE

Examen quinquennal des traitements

Propositions de la Direction

Le Comité a discuté la proposition de la Direction de relever progressivement les traitements de 8,8% au cours des prochaines années afin de compenser l'écart apparu depuis le précédent examen en 1985 par rapport aux Organisations coordonnées.

Assurance maladie

R.N. Milligan a rapporté que les statistiques des remboursements en 1989 indiquaient que les primes devraient être portées de 7,5% à plus de 8% en 1990, alors que cette mesure n'était pas apparue nécessaire il y a quelques mois encore. On procède actuellement à un examen des mesures d'économies envisageables ainsi qu'à une étude de l'évolution probable dans les cinq à dix prochaines années.

Hygiène et Sécurité

Suite à une demande de l'Association du personnel, des discussions auront lieu avec le Directeur pour les Tâches administratives et techniques, le Chef de la Commission TIS et le président du SAPOCO pour étudier la nécessité de la mise en place d'un Comité d'hygiène et de sécurité.

Transferts et mutations

Suite à une demande de l'Association du personnel, il a été convenu de mettre le texte de la Circulaire administrative n° 17 sur cette question en conformité avec les Statut et Règlement du Personnel.

Detachments and secondments

G. Michel reviewed the present situation concerning nominations for such appointments, and said that the Head of the Legal Service was being consulted about the status of such persons, as requested by the delegates of the Staff Association.

Indefinite appointments

It was stated that the Administration was preparing proposals concerning the planning of the 1990 review.

Alcohol abuse

The Committee discussed whether alcohol consumption at the place of work should be formally forbidden. M. Borghini and G. Michel will try to reach agreement on a text for the brochure which satisfies the Management and the Staff Association viewpoints before the next meeting.

Fire and Rescue Service

The Committee was informed of the problem of the shift teams being depleted by long-term illnesses and retirements, which is to be discussed with the Director for Technical and Administrative Tasks, the Head of the TIS Commission and the Chairman of SAPOCO.

Preparation of next TRACE meeting

Five-yearly salary review

Proposals of the Management

The Committee discussed the Management's proposal that the salaries be increased progressively by 8.8% over the next few years, to make up the gap that has occurred since the last review in 1985 in comparison with the Coordinated Organizations.

Health insurance

R.N. Milligan reported that the statistics of reimbursements in 1989 indicated that the premiums should be increased from 7.5% to over 8% in 1990, although this had not appeared to be necessary earlier last year. A review is being carried out of possible economy measures, together with a study of the probable evolution during the next 5-10 years.

Hygiene and security

Following a request from the Staff Association, discussions will be held between the Director for Technical and Administrative Tasks, the Head of the TIS Commission and the Chairman of SAPOCO to study the necessity of the establishment of a committee for hygiene and security.

Transfer and reassignment

Following a request from the Staff Association, it was agreed that the text of the Administrative Circular N° 17 on this subject would be brought into conformity with the Staff Rules and regulations.

Internal detachments

The Staff Association asked for a clarification of these arrangements, which are not covered by the Staff Rules and Regulations.

Détachements internes

L'Association du Personnel a demandé que ces arrangements, dont il n'est pas fait mention dans les Statut et Règlement du Personnel, soient clarifiés.

Heures supplémentaires du personnel à temps partiel

L'Association du Personnel a soulevé le problème des membres du personnel titulaires d'un contrat à temps partiel et effectuant régulièrement des heures supplémentaires sans avoir la protection sociale correspondante.

Examen des services de piquet

Il a été convenu que l'examen annuel critique prévu par la Circulaire administrative n° 23 serait effectué la fin du mois d'avril.

Travail en roulement

Le Comité a convenu de recommander au Directeur général que dans le cadre du Groupe de travail sur la planification des effectifs soit étudiée la politique du travail en roulement sur le site. Les propositions éventuelles seront discutées par le CCP.

La prochaine réunion ordinaire aura lieu le 4 avril 1990.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE DE PENSIONS

Le Conseil d'administration de la Caisse de pensions a tenu sa sixième réunion le 28 février. A cette occasion, il a pris connaissance des calculs complémentaires demandés à l'actuaire-conseil de la Caisse. Il a également entendu, sur le même sujet, l'avis d'un spécialiste du BIT. A la suite d'un débat de fond sur les conclusions à tirer de l'expertise actuarielle de la Caisse, le Conseil d'administration s'est accordé pour recommander que le taux de cotisation à la Caisse soit relevé de manière à assurer l'équilibre du fonds de pension. Il a également décidé de faire procéder par les soins d'une société privée d'audit à une analyse de la Caisse au plan de ses moyens de fonctionnement et de ses aspects financiers.

Il a nommé un nouvel expert à la Commission de placement, a examiné un projet d'investissement immobilier aux Pays-Bas ainsi que la question d'une prise de participation dans une banque avec laquelle la Caisse entretient des liens étroits.

Le Conseil d'administration, après la désignation de M. M. Borghini comme membre représentant de l'Association du personnel et de M. B. Szeless comme suppléant, ainsi que la nomination de M. H. Horisberger comme suppléant de l'observateur des bénéficiaires, en début d'année, se présente dans la composition suivante :

Nommés par le Conseil du CERN / *Appointed by the CERN Council* :

Président / <i>Chairman</i> :	P. Levaux
Suppléant / <i>Alternate</i> :	M. Gigliarelli Fiumi
Membre / <i>Member</i> :	J. Vernet
Suppléant / <i>Alternate</i> :	M.O. Ottosson

Part-time staff working overtime

The Staff Association raised the problem of staff with part-time contracts working overtime regularly without the corresponding social cover.

Review of Stand-by services

It was agreed that the annual review which is specified in Administrative circular N° 23 should be carried out before the end of April.

Shift work

The Committee agreed to recommend to the Director-General that the staff policy on shift work should be examined by the Manpower Planning Group. Any proposals will be discussed by the Standing Concertation Committee.

The next regular meeting of the Committee will take place on 4 April 1990.

GOVERNING BOARD OF THE PENSION FUND

At its sixth meeting, held on 28 February 1990, the Governing Board of the Pension Fund took note of the additional calculations which the Fund's consulting actuary had made at its request. It also heard the opinion of an expert from the ILO on the same subject. Following substantive discussions on the conclusions to be drawn from the actuarial survey of the Fund, the Governing Board agreed to recommend that contributions to the Fund be raised in order to ensure its balance. It also decided to commission an outside firm of auditors to analyse the way the Fund operates and its financing.

It appointed a new expert to the Investment Committee, considered a real estate investment proposal in the Netherlands and a proposal to buy a shareholding in a bank with which the Fund has close ties.

At the beginning of the year, M. Borghini was appointed as the Staff Association representative, with B. Szeless as his alternate, and H. Horisberger as the alternate for the beneficiaries' observer. The members of the Governing Board are therefore as follows :

Nommés par le Directeur général du CERN / *Appointed by the Director-General of CERN :*

Membre / *Member* : G. Vianès, Vice-président/ *Vice-Chairman*
Suppléant / *Alternate* : G. Michel
Membre / *Member* : W.C. Middelkoop
Suppléant / *Alternate* : A.J. Naudi

Nommés par le Directeur général de l'ESO / *Appointed by the Director-General of ESO :*

Membre / *Member* : G. Bachmann
Suppléant / *Alternate* : K. Banse

Elus par les membres de la Caisse / *Elected by the members of the Fund :*

Membre / *Member* : D. Dekkers
Suppléante / *Alternate* : E. Deluermoz
Membre / *Member* : G. Maurin, Vice-président/ *Vice-Chairman*
Suppléante / *Alternate* : F. Ranjard
Membre / *Member* : L. Henny
Suppléant / *Alternate* : E. Chiaveri
Membre / *Member* : M. Doran
Suppléant / *Alternate* : C. Bovet

Nommés par l'Association du personnel du CERN / *Appointed by the CERN Staff Association :*

Membre / *Member* : M. Borghini
Suppléant / *Alternate* : B. Szeless

Nommés par le Conseil d'administration en accord avec l'Association du personnel / *Appointed by the Governing Board in agreement with the Staff Association :*

Observateur / *Observer* : C.J. Zilverschoon
Suppléant / *Alternate* : H. Horisberger

**ASSURANCE MALADIE
COMMUNICATION IMPORTANTE**

Conformément à la convention entre le CERN et la compagnie d'assurance Austria, les primes d'assurance payables chaque année sont déterminées suivant une formule dont l'un des principaux éléments est le coût des soins de l'année précédente.

L'augmentation des dépenses jusqu'en septembre dernier ayant été modeste, il paraissait possible de maintenir le taux des primes à 7,5 % pour 1990, ce qui fut convenu avec Austria, bien qu'il fût alors déjà manifeste qu'un relèvement s'imposerait avant longtemps.

Or, Austria a indiqué, il y a peu, que l'évolution au cours des trois derniers mois de 1989 s'est détériorée, au point que les primes pour 1990 auraient dû être portées à 8,1 % des traitements de base au lieu d'être maintenues à 7,5 % (taux inchangé depuis 1983).

La détérioration de la situation en 1989 s'explique très probablement par la conjonction de plusieurs facteurs, dont la relative faiblesse du franc suisse (qui fait que les soins en France sont moins avantageux que les années précédentes, bien que la plupart des médecins, dentistes, opticiens et produits pharmaceutiques soient encore considérablement moins chers en France qu'en Suisse) et les augmentations des tarifs appliqués dans les hôpitaux à Genève. L'accroissement naturel du nombre des pensionnés, accentué par les systèmes de départs

**HEALTH INSURANCE
IMPORTANT ANNOUNCEMENT**

In accordance with the Agreement between CERN and the 'Austria' insurance company, the health insurance premiums payable each year are determined according to a formula which includes, as one of its principal factors, the cost of treatment provided during the previous year.

The evolution of the expenses until last September was modest, and although it was already clear that the premium rate would have to be increased before long, it appeared to be possible to keep the rate at 7.5% for 1990, and it was agreed with 'Austria' to do so.

'Austria' have recently reported that the evolution during the last three months of 1989 had worsened, to such an extent that the premiums for 1990 ought to have been increased to 8.1% of the basic salaries rather than the present 7.5%, (which has remained unchanged since 1983.)

The explanation of the worsening of the situation in 1989 is most probably a combination of several factors, including the relative weakness of the Swiss franc (which makes treatment in France less advantageous than in earlier years, although most doctors, dentists, opticians and pharmaceutical products are still considerably cheaper in France than in Switzerland), and increases in the tariffs applied in the hospitals in Geneva. The natural increase in the number of pensioners, accentuated by the early

anticipés, exerce également un effet négatif sur le bilan financier du régime de l'assurance maladie.

Il est instamment demandé à tous les membres du régime de l'assurance maladie et aux personnes à leur charge de réfréner le plus possible leur consommation médicale, dans leur propre intérêt et dans celui de l'ensemble de la communauté. Ils réduiront ce faisant leur participation aux coûts immédiats ainsi que l'ampleur des relèvements futurs des primes, dans leur propre intérêt, là aussi, et dans celui de l'Organisation. (Il ne faut pas oublier que les affiliés paient environ 42 % du coût total des accidents et maladies non professionnels).

Il vous est donc demandé, dans la mesure du possible,

- de bien vous renseigner, avant tout nouveau traitement, sur les conditions les plus avantageuses (le bureau de l'Austria au CERN (tél. 2730) peut vous conseiller à ce propos);
- de demander à votre médecin de vous prescrire des produits pharmaceutiques standard par leur nom générique et non sous la marque de fabrique d'un laboratoire particulier (ce qui augmente considérablement le prix);
- d'examiner les factures soumises par les hôpitaux, cliniques, etc., pour vous assurer qu'elles ne contiennent aucune erreur évidente. En cas de doute, vous êtes prié d'en informer le bureau d'Austria.
- si vous êtes vous-même ou si un membre de votre famille est couvert par une autre assurance (par exemple le régime de sécurité sociale français ou la caisse de l'employeur de votre conjoint), soumettez-lui d'abord vos demandes de remboursement. Austria vous remboursera, normalement, la différence à 100 %, sur présentation des justificatifs indiquant combien vous avez déjà reçu.

Le Service des affaires sociales de la Division du personnel (tél. 4201) peut vous conseiller pour toutes questions générales relatives à l'assurance maladie.

La Division du personnel
Tél. 3207

CONGE ANNUEL

Il est rappelé aux membres du personnel que l'article R II 4.08 du Règlement du Personnel limite à 30 jours le report de congé annuel sur l'année de congé suivante, qui commence le 1er avril. Toutefois, les congés pris jusqu'au 30 avril 1990 pourront être imputés à l'année de congé précédente (1er avril 1989 - 31 mars 1990).

Division du Personnel
Tél. 3238-4474

departure schemes, also exercises a negative effect on the financial balance of the health insurance scheme.

All members of the health insurance scheme and their dependants are urged to use the utmost restraint in terms of medical consumption, in their own interest as well as that of the community as a whole. In this way they will lower their own contributions to the immediate costs and reduce the effect of the future increases in premiums, to their own advantage as well as that of the Organization. (It should be remembered that members of the scheme pay about 42% of the total costs of non-professional accidents and illnesses).

Therefore please, as far as possible,

- check around before embarking on new treatment, to find the most advantageous conditions (the 'Austria' office at CERN (tel. 2730) can provide advice in this respect).
- ask doctors to prescribe standard pharmaceutical products by their generic name, rather than by the brand name of a particular manufacturer (which increases the price considerably).
- examine the invoices submitted by hospitals, clinics, etc., to ensure that they do not contain any obvious errors. If you suspect that there is a mistake, please notify the 'Austria' office.
- if you or a member of your family are covered by another health insurance (e.g. the French Social Security scheme, or your spouse's employer's scheme), submit your claims initially against the other insurance. 'Austria' will normally reimburse up to 100% of the balance, on presentation of documents showing how much you have already received.

The Social Affairs Service in Personnel Division (tel. 4201) can provide advice on general health insurance matters.

Personnel Division
Tel. 3207

ANNUAL LEAVE

Members of the personnel are reminded that, in accordance with article R II 4.08 of the Staff Regulations, not more than 30 days of annual leave may be carried forward to the following leave year, which starts on 1st April. However, leave taken until 30 April 1990 may be charged against the last leave year (1st April 1989 - 31st March 1990).

Personnel Division
Tel. 3238-4474